

Canada - Africa
Parliamentary Association



Association parlementaire
Canada - Afrique

**Rapport de la délégation parlementaire canadienne
à la 9^e session ordinaire
du Parlement panafricain**

et mission d'information au Zimbabwe

Association parlementaire Canada-Afrique

**Midrand, Afrique du Sud et Harare, Zimbabwe
Du 5 au 9 mai 2008**

Rapport

L'Association était représentée par l'honorable Mauril Bélanger, C.P., député, et coprésident de l'Association, et M. Luc Harvey, député. La délégation était accompagnée par M. Rémi Bourgault, secrétaire administratif.

OBJECTIFS

Le Bureau du Parlement panafricain avait invité l'honorable Mauril Bélanger, C.P., député, en tant que coprésident de l'Association parlementaire Canada-Afrique à participer à la cérémonie d'ouverture de la 9^e session et à adresser la parole au Parlement. Cette visite visait aussi à resserrer les liens entre le Parlement panafricain et l'Association parlementaire Canada-Afrique et de mieux comprendre la situation au Zimbabwe.

Au Parlement panafricain, la délégation a assisté aux caucus régionaux de l'Afrique australe et de l'Afrique de l'Ouest, en plus d'assister à une séance plénière.

Au Zimbabwe, les délégués ont rencontré le sous-ministre des Affaires étrangères et le sous-ministre de l'Information, tous deux du Front patriotique d'union nationale africaine du Zimbabwe (ZANU-PF). Ils ont également rencontré des députés du Mouvement pour le changement démocratique, Tsvangirai, (MDC-Tsvangirai), des dirigeants du Mouvement pour le changement démocratique, Mutambara, (MDC-Mutambara), et un député indépendant. De plus, ils ont rencontré des victimes de violence, des représentants d'organisations de la société civile, des dirigeants du Programme des Nations Unies pour le développement, des journalistes, des universitaires et des diplomates.

NEUVIÈME SESSION DU PARLEMENT PANAFRICAIN

La 9^e session ordinaire du Parlement panafricain a eu lieu du 5 au 16 mai 2008.

L'ordre du jour de la 9^e session du Parlement panafricain comprenait les points suivants :

1. La paix et la sécurité en Afrique;

- Région des Grands Lacs
- Darfour, Soudan
- Côte d'Ivoire
- République démocratique du Congo
- Tchad
- Somalie
- Sahara occidental – République arabe sahraouie démocratique

2. Les rapports des missions d'observation d'élections au Kenya et au Zimbabwe;

3. La crise alimentaire en Afrique;
4. Le rapport du Groupe de Haut Niveau relatif à l'audit du PAP;
5. Les rapports des commissions permanentes;
6. La célébration du Millénaire éthiopien, conformément à la décision des chefs d'État et de gouvernement d'Afrique.

La délégation canadienne a assisté à la cérémonie d'ouverture en même temps que plusieurs ambassadeurs et hauts-commissaires. La 9^e session ordinaire du Parlement panafricain (PAP) s'est ouverte avec l'assermentation de plusieurs nouveaux membres.

CÉRÉMONIE D'OUVERTURE DE LA NEUVIÈME SESSION

Dans son discours, la présidente du PAP, l'hon. Gertrude Mongella, a félicité les nouveaux membres et exprimé sa gratitude à tous les invités. Leur présence est un témoignage de soutien pour le PAP. Elle a souligné la présence des personnalités suivantes :

- le maire de la ville de Johannesburg, M. Amos MASONGO;
- la sous-ministre des Affaires étrangères de l'Afrique du Sud, Mme Sue van der Merwe;
- le président du forum parlementaire de la SADC et président de l'Assemblée nationale du Botswana, l'honorable Patrick BALOPI;
- le président de l'Assemblée nationale de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et président du Parlement du Niger, l'honorable Mahamane Ousmane;
- le président de l'Assemblée législative d'Afrique de l'Est, l'honorable Abdirahin ABDI;
- le président du Parlement du Royaume du Swaziland, le prince GUDUZA;
- le coprésident de l'Association parlementaire Canada-Afrique, l'honorable Mauril BÉLANGER;
- la vice-présidente de la Cour pénale internationale, Mme Akua KUENYEHIA; et
- le nouveau président de la Chambre des représentants du Nigeria, l'honorable Dimeji BANKOLE, ancien membre du Parlement panafricain.

Elle a remercié également tous les partenaires au développement pour leur soutien.

La présidente a retracé les activités du Parlement, qui se traduisent par : la réunion de Lisbonne dont une déclaration commune a été présentée au sommet par le Président du Parlement européen et la présidente du PAP; la réunion du COREP et du Conseil exécutif, à laquelle la délégation du PAP a présenté deux points, le budget 2008 du PAP et une proposition d'amendement dont les explications seront données lors de la

présentation de la Commission des affaires monétaires. À propos du rapport de vérification de l'Union africaine, elle a souligné que le Bureau a préparé des observations et des recommandations, qui seront présentées à Arusha en Tanzanie par la délégation du PAP. Le PAP a effectué également deux missions d'observation au Kenya et au Zimbabwe pour s'assurer de la bonne gouvernance, de la transparence et du déroulement des élections dans le respect des lois. Elle a aussi parlé du travail de la Commission permanente des règlements, des privilèges et de la discipline sur la transformation du PAP d'un organe consultatif en un organe de l'Union africaine doté de pleins pouvoirs législatifs.

Elle a profité de l'occasion pour informer les députés de la mise à disposition de 100 mille euros par le Parlement des Pays-Bas pour le PAP.

Enfin, la 9^e session marque le début de la 5^e année du Parlement, elle a annoncé que, pour cette raison, une conférence des États parties au Protocole se tiendra pour vérifier que les objectifs sont réalisés et qu'ils répondent au mieux aux besoins du Parlement.

Plus tard durant la cérémonie, l'honorable Mauril Bélanger, C.P., député, coprésident de l'Association, s'est adressé à l'Assemblée en ces termes :

Le texte prononcé fait foi

*Madame la présidente du Parlement panafricain,
Membres du corps diplomatique,
Distingués députés et invités,
Membres de médias,
Mesdames et messieurs,*

En ma qualité de coprésident de l'Association parlementaire Canada-Afrique, je suis vraiment honoré de prendre la parole à la 9^e session ordinaire du Parlement panafricain.

C'est la troisième fois qu'un représentant canadien a la chance de s'adresser à cet éminent auditoire. Cet honneur m'était revenu à la 6^e session ordinaire en 2006, tandis que ma collègue coprésidente, la sénatrice Raynell Andreychuk, l'avait fait pour la 5^e session. Des parlementaires canadiens ont également pris part à la 3^e session, et notre Président, l'honorable Peter Milliken, a rencontré des représentants du Parlement panafricain lorsqu'il s'est rendu en Afrique du Sud en 2006.

L'Association parlementaire Canada-Afrique est formée de sénateurs et de députés de la Chambre des communes de tous les partis politiques et encourage les échanges entre parlementaires africains et canadiens. Elle cherche plus particulièrement à favoriser la démocratie et le bon gouvernement en Afrique et à mieux faire comprendre aux parlementaires canadiens l'ampleur des défis auxquels le continent africain est confronté.

Voilà pourquoi l'Association a effectué un certain nombre de voyages bilatéraux dans des pays africains en plus de se rendre à des sessions du Parlement panafricain. En Tanzanie, en septembre dernier, nous avons rencontré la présidente Mongella pour parler du Parlement panafricain. L'Association

organise également des rencontres de délégations de parlementaires africains en visite au Canada.

Bien que notre calendrier législatif et la distance qui nous sépare empêchent les parlementaires canadiens d'assister à toutes les sessions du Parlement panafricain, nous en suivons les travaux avec beaucoup d'intérêt.

Nous accordons une attention toute particulière aux travaux qui concernent la stabilité. Le Parlement panafricain a joué un rôle important à cet égard en envoyant des missions d'observateurs électoraux au Kenya et au Zimbabwe. Les parlementaires canadiens ont suivi de près les événements qui ont fait suite aux élections dans ces deux pays, et ils sont reconnaissants au Parlement panafricain d'avoir tenté d'y faire régner le calme. Car sans la paix et la stabilité, la démocratie ne peut pas s'épanouir. Si nous, parlementaires, ne nous préoccupons pas de la question du respect de la démocratie et des droits de l'homme, qui le fera à notre place?

Durant la prochaine session, vous étudierez les rapports de ces deux missions d'observation électorale. Vous vous pencherez aussi sur la situation qui règne dans certaines régions en difficulté comme le Darfour, la région des Grands Lacs, la Côte d'Ivoire, le Tchad, la Somalie et la République arabe sahraouie démocratique ou Sahara occidental. Les parlementaires canadiens espèrent que, en débattant de ces questions d'importance capitale, vous contribuerez à la paix en Afrique.

La crise alimentaire est une autre source de préoccupations pour nous tous. Certes, aucun pays n'est à l'abri de la hausse des prix des aliments, mais l'impact en Afrique est particulièrement inquiétant. Les membres de tous les partis, y compris le parti ministériel, ont fait du lobbying auprès du gouvernement canadien sur cette question. Il en est résulté que 50 millions de dollars de plus ont été ajoutés au budget de cette année, faisant passer l'aide alimentaire de 180 millions de dollars à 230 millions de dollars. Cela représente une augmentation de 28 p. 100, soit un peu plus que le montant demandé par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. De plus, cette aide n'est assujettie à aucune condition, de sorte que l'argent sera utilisé d'une manière plus efficace pour acheter les produits au meilleur prix là où les besoins sont les plus grands.

Une des raisons de ma présence ici concerne l'évolution du Parlement panafricain en tant qu'organe législatif de l'Union africaine. Vous êtes une jeune institution et je me rends compte qu'il y a encore beaucoup de défis à relever.

Les Canadiens s'intéressent à l'Afrique. Pendant longtemps, nous avons été en contact avec de nombreux pays africains en raison de notre appartenance au Commonwealth et à la Francophonie. Plus récemment, nous avons appuyé énergiquement le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, ou NEPAD, et son Mécanisme d'examen par des pairs africains. Comme vous le savez, au Sommet du G8 en 2007, le premier ministre du Canada, Stephen Harper, et les autres dirigeants du G8 ont reconduit leur engagement envers un partenariat entre le G8 et l'Afrique.

De plus, en 2007, le rapport du Panel de haut niveau de la Banque africaine de développement a été rendu public. Ce groupe était coprésidé par l'ex-président du Mozambique, M. Joachim Chissano, et le très honorable Paul Martin, l'ex-premier ministre du Canada, au Cabinet duquel j'ai siégé.

La semaine dernière, j'ai informé M. Martin que je prendrais la parole ici aujourd'hui et je lui ai demandé : « S'il n'avait qu'un seul message à transmettre au PAP, quel serait-il? Il m'a immédiatement répondu que je devais parler d'un marché commun africain, de la nécessité d'économies régionales fortes pour l'établissement de ce marché et d'un fonds de solidarité.

J'invite tous les députés du PAP à lire le rapport du Groupe d'experts de haut niveau et à travailler à l'établissement d'un marché commun. Nous voudrions féliciter d'une façon particulière l'Assemblée législative de l'Afrique de l'Est du travail qu'elle a entrepris en vue d'harmoniser les tarifs douaniers dans le territoire relevant de sa compétence.

Enfin, la création d'un fonds de solidarité devrait être envisagée afin d'aider les pays qui perdraient des recettes par suite de la réduction ou de la suppression des tarifs douaniers, comme cela a été fait au moment de l'établissement du Marché commun européen.

Beaucoup de Canadiens sont impressionnés par la diversité africaine et les nombreux défis qui assaillent l'Afrique. Eh bien, je crois qu'en se renseignant au sujet de ce continent et de sa population ingénieuse et dynamique, ceux d'entre nous qui ont encore en tête pareilles images finiront par les effacer.

En suivant vos débats et en discutant avec vous, j'ai appris un certain nombre de choses sur l'Afrique dont je projette de me servir à mon retour au Canada pour promouvoir une meilleure compréhension de ce continent, de ses aspirations et de son potentiel.

En terminant, permettez-moi de vous remercier de tout cœur de m'avoir invité à prendre la parole à votre session inaugurale. Je me réjouis de cette occasion d'approfondir la relation qui existe entre l'Association parlementaire Canada - Afrique et le Parlement panafricain. Au nom de tous les membres de notre association, je vous souhaite tout le succès possible dans vos délibérations.

Plusieurs autres personnes ont prononcé un discours dans le cadre de la cérémonie. Le maire de Johannesburg a présenté la politique de sa ville en matière de coopération internationale, d'intégrations des migrants, de lutte contre la xénophobie et contre toutes les indifférences sociales, afin de donner les mêmes chances à tout le monde à Johannesburg. Il a remercié les parlementaires pour leur soutien dans le développement de sa ville.

De son côté, la sous-ministre des Affaires étrangères de l'Afrique du Sud, Mme Sue van der Merwe, a exprimé la fierté de son pays d'abriter le siège du Parlement panafricain. Elle a informé les parlementaires du début des travaux de construction du futur siège à Midrand. Enfin, elle a souhaité plein succès aux travaux de la 9^e session.

Le Président du forum parlementaire de la SADC et Président de l'Assemblée nationale du Botswana s'est réjoui du programme de coopération du PAP avec les communautés

régionales. Il pense que les parlements régionaux doivent être des acteurs déterminants pour le bien des peuples africains. Il a par ailleurs sollicité le soutien de toute l'Afrique pour la candidature africaine à la 119^e session de l'UIP qui se tiendra à Genève, car le tour revient au continent.

Pour sa part le Président du Parlement du Niger et président de la CEDEAO pense que le PAP est un cas d'intégration des peuples africains et que son action est soutenue par la classe politique africaine. Il a invité le PAP à tenir sa place en tant que membre de l'Union africaine. Le PAP et la CEDEAO doivent collaborer étroitement. Il a encouragé l'initiative du PAP de développement des relations de coopération avec les parlements régionaux.

Le Président de l'Assemblée législative de l'Afrique de l'Est soutient toutes les initiatives du PAP. Selon lui, l'Afrique a besoin de mettre en œuvre des politiques novatrices et l'avenir du continent tient au respect des critères comme la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption et la pauvreté. Il a mentionné qu'il faut accélérer la transformation du PAP en organe législatif. Enfin, le Parlement de l'Afrique de l'Est reste disposé à apporter son expérience au PAP.

Le Président du Parlement du Swaziland a remercié les chefs d'État d'avoir créé le Parlement panafricain. La longévité du PAP dépendra du comportement des Africains. Pour relever les défis, l'Afrique doit compter sur elle-même, en utilisant au mieux ses ressources humaines pour ne pas recevoir de leçons des autres. Enfin, le Swaziland lance une invitation au PAP pour abriter une réunion de commission permanente.

Selon la vice-présidente de la Cour pénale internationale, la création de cette cour est un jalon dans la lutte contre la criminalité. Les États africains ont joué un rôle important dans sa mise en place. Les pays africains ont pris l'initiative de lutter contre l'impunité sur le continent. Cette institution pénale vise à compléter les cours pénales nationales. Le PAP reste un cadre de coopération vital pour la lutte contre l'impunité à travers l'action des parlementaires. Ceux-ci peuvent utiliser leurs mandats pour mettre fin aux crimes, génocides et autres impunités. Enfin, la vice-présidente a plaidé pour une coopération entre le PAP et la Cour pénale internationale.

Finalement, le président de la Chambre des représentants du Nigeria, qui est un ancien membre du PAP, s'est adressé à l'auditoire durant la cérémonie. Selon lui, l'Afrique doit travailler pour réaliser les objectifs du PAP. Cependant, il a invité le Parlement à respecter les principes de la Commission de l'Union africaine, et à trouver les moyens pour faire face aux problèmes qui minent le continent. Il pense que les parlements régionaux ont un rôle important à jouer dans le développement de l'Afrique.

RÉPUBLIQUE DU ZIMBABWE : PRINCIPAUX ENJEUX

Pays enclavé de l'Afrique australe, la République du Zimbabwe, l'ancienne Rhodésie du Sud, est bordée à l'est par le Mozambique, au nord-ouest par la Zambie, au sud-ouest par le Botswana et au sud par l'Afrique du Sud. Sa population avoisine les 12 millions d'habitants. Le déficit budgétaire est important et l'inflation galope à un rythme supérieur à 100 000 p. 100 par an. Le chômage toucherait 80 p. 100 de la population active et la dévastation du secteur agricole jadis florissant a fait du pays un importateur net de nourriture. En plus, le pays est ravagé par le sida.

Les élections présidentielles et législatives de mars 2008 se sont déroulées paisiblement, mais les résultats ont tardé à être divulgués. Les résultats des élections législatives publiés en avril montrent que le ZANU-PF a perdu sa majorité en faveur du MDC. Avant que les résultats de la présidentielle ne soient publiés, M. Mugabe a demandé des recomptages et M. Tsvangirai a cru bon de séjourner à l'extérieur du pays et de rencontrer des alliés potentiels.

ZIMBABWE

La délégation a effectué cette visite au Zimbabwe dans le but de mieux comprendre la situation dans ce pays par suite des élections du mois de mars 2008 et du retard dans la publication des résultats.

A. Rencontres à Harare le 7 mai

Rencontre avec l'honorable Willas Madzimore, député, et l'honorable Henry Dzinotyiweyi, député, MDC-Tsvangirai

M. Madzimore est le député de la circonscription de Kambuzuma, dans la province de Harare, depuis 2000 et un des membres fondateurs du parti, qui a été créé en 1999. Il est aussi le porte-parole du MDC-Tsvangirai pour la province de Harare et les Affaires étrangères. M. Madzimore est en outre président de l'APNAC du Zimbabwe (Association of Parliamentarians Network Against Corruption). M. Henry Dzinotyiweyi est le député nouvellement élu de la circonscription de Budiriro, dans la province de Harare.

Les deux parlementaires ont fait un résumé rapide du déroulement des élections de mars 2008. Ils ont mentionné que trois personnes sont mortes au cours de la journée de cette rencontre et qu'il est, selon eux, impossible de tenir le second tour dans des conditions semblables. Il était difficile pour ces représentants du MDC-Tsvangirai de dire si le parti participera au second tour. Ils seraient surpris si le gouvernement demandait des observateurs internationaux. Lors du dernier scrutin, la SADC avait des représentants sur le terrain, mais ils n'étaient pas assez nombreux. De toute façon, le nombre ne serait jamais suffisant pour observer tous les bureaux de scrutin. En réponse à une question sur la capacité des parlementaires canadiens de fournir leur aide au niveau parlementaire, ils ont avoué être prêts à participer à un colloque sur les meilleures pratiques, puisqu'il y a une majorité de nouveaux députés, soit environ 85 comparativement à 25 avec de l'expérience. Selon eux, les défis de ce nouveau Parlement seront très grands.

B. Rencontres à Harare le 8 mai

Rencontre avec des représentants du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) - *Parliamentary Reform Program*

Les objectifs du programme géré par le PNUD sont d'améliorer la qualité du système de gouvernance national et de renforcer la capacité et l'efficacité du Parlement dans l'accomplissement de son triple mandat : rédaction des lois, représentation de la population du Zimbabwe et surveillance de l'exécutif.

Dans un contexte où l'exécutif devient de plus en plus puissant, l'établissement d'un système de comités chargés d'un portefeuille particulier était un élément essentiel de la stratégie de réforme parlementaire et visait à renforcer le rôle du Parlement qui consiste à surveiller l'exécutif, tant sur le plan de l'examen que sur celui de la responsabilité. Depuis sa création, le système de comités s'est révélé un outil inestimable pour la sensibilisation des députés à leur fonction législative, en suscitant un cadre de travail collégial pour les députés et en attirant l'attention du public sur des questions d'intérêt national.

Le programme du PNUD a donné des résultats. En dépit de la situation politique, le Parlement devient un acteur important dans le pays. Le groupe a accueilli favorablement l'idée que des parlementaires canadiens puissent rencontrer leurs homologues du Zimbabwe pour partager des expériences. Cette initiative devrait traiter des défis que le Parlement devra surmonter avec plusieurs nouveaux députés. Il a été fait mention que la proportion de femmes a diminué lors des dernières élections. Le PNUD va faire des analyses pour déterminer pourquoi il y a eu cette baisse. Il est possible que des aspects culturels et le coût des campagnes électorales soient des facteurs. Pour améliorer son programme, le PNUD a songé à la possibilité d'engager un expert parlementaire, mais il y a un manque de ressources financières.

Rencontre avec l'honorable Reuben Marumahoko, sénateur, sous-ministre des Affaires étrangères – ZANU-PF

Durant cette rencontre avec le sous-ministre des Affaires étrangères, le coprésident Bélanger a tenu à réaffirmer l'engagement du Canada envers l'Afrique et a souligné l'intérêt des parlementaires canadiens plus particulièrement envers le Zimbabwe. Cette visite répond au souhait des parlementaires canadiens de connaître et de comprendre le travail des parlementaires du Zimbabwe. Les délégués canadiens sont heureux d'avoir eu la chance de visiter le Zimbabwe et d'avoir obtenu un visa. Le sous-ministre a avoué que plusieurs pays sont préoccupés par ce qui se produit au Zimbabwe et a ajouté que le président Mugabe est un leader démocratique, et ce, depuis 1980. Il a souligné que les élections de mars 2008 ont probablement été les élections les plus pacifiques de ce pays et elles se sont déroulées paisiblement. Les résultats ont pris du temps à être publiés, mais il a une entière confiance en l'indépendance de la *Zimbabwe Electoral Commission* (ZEC). Par suite des résultats, nous tiendrons un second tour. L'opposition dit qu'elle ne participera

pas, mais elle est déjà sur le terrain. Selon le sous-ministre, le président a perdu le premier tour, et si son parti perd le second tour, nous devons accepter la défaite. Dans le passé, le gouvernement a perdu un référendum et il a accepté le résultat.

Les Canadiens ont demandé si le gouvernement acceptera des observateurs internationaux pour le second tour. Il a rappelé que l'ambassadeur du Canada a été invité aux élections ainsi que d'autres membres du corps diplomatique et des journalistes. Les délégués ont profité de l'occasion pour dire au sous-ministre que des Canadiens doivent pouvoir participer plus activement pour voir et être témoins, pour pouvoir dire si effectivement il y a des difficultés des deux côtés. Ils ont rappelé que le Canada a observé plusieurs élections dans le monde, et qu'en tant que membre de l'association, M. Bélanger a personnellement participé à une mission d'observation des élections en RDC. En réponse, le sous-ministre a souligné que les Africains ne sont pas invités lors des élections en Europe ou au Canada. Les délégués ont souligné au sous-ministre que des délégations étrangères visitent le Canada pendant des élections.

En réponse aux questions de la délégation, le sous-ministre a dit que son gouvernement décourage la violence. Selon lui, dans son comté, il n'y a pas de violence et son pays accepte le multipartisme. Il a rappelé que des événements plus graves se sont produits dans d'autres pays. Il a invité l'ambassadeur canadien à visiter son comté. Le sous-ministre a terminé en disant que les élections coûtent très cher et qu'il est donc difficile de s'engager pour les observateurs internationaux. Les délégués ont assuré au sous-ministre que si des Canadiens étaient invités au second tour, ils paieraient leurs dépenses et que cela leur permettrait de faire leur propre évaluation.

Rencontre avec des dirigeants du MDC-Mutambara

Les représentants du MDC-Mutambara ont souligné aux délégués que le prochain Parlement sera très divisé. Ce parti a accepté une résolution voulant que le parti appuie le MDC-Tsvangirai. Ils ne sont cependant pas convaincus que toutes les conditions sont réunies pour la tenue du second tour. Ces conditions incluraient la fin de la violence et des intimidations, la liberté de mouvement et l'accès aux médias. Des négociations devront avoir lieu pour déterminer ce qui arrivera après le second tour.

Ils ont souligné les besoins en renforcement des capacités pour les parlementaires, puisque plusieurs seront nouveaux et qu'ils auront un rôle plus important à jouer dans le contexte actuel.

Rencontre avec l'honorable Bright Matonga, député, sous-ministre de l'Information – ZANU-PF et M. Chris Mutsvangwa, représentant du ZANU-PF et ancien ambassadeur du Zimbabwe en Chine

Selon le sous-ministre de l'Information, la redistribution des terres est une priorité pour son gouvernement. Le gouvernement du Zimbabwe perçoit le Canada comme un pays qui transmet le message des autres, étant un allié du Royaume-Uni et des États-Unis. Pourtant, les délégués canadiens ont rappelé que le Canada a travaillé pour l'abolition de l'apartheid en Afrique du Sud, ce qui ne faisait pas l'affaire des Britanniques, et le besoin pour les parlementaires canadiens de rendre des comptes des investissements de l'ACDI dans le pays. Le sous-ministre a parlé des possibilités qui pourraient exister pour les entreprises canadiennes au Zimbabwe, particulièrement dans l'industrie minière, puisque le Zimbabwe a de très grandes réserves de minerais et que le Canada est un joueur important dans ce domaine.

À propos de la participation des observateurs internationaux pendant le second tour qui doit se tenir dans quelques semaines, comme le veut la Constitution, il est difficile pour le sous-ministre de penser que des étrangers seraient au Zimbabwe pour juger, faire les arbitres, alors que des sanctions sont déjà imposées. L'ambassadeur du Canada, qui assistait à la rencontre, a rappelé la position du gouvernement du Canada d'augmenter le nombre d'observateurs de la SADC et d'avoir aussi des Canadiens ou des représentants des Nations Unies. Elle a aussi remis les récents communiqués du gouvernement du Canada abordant le Zimbabwe. Ils ont répondu, à la lecture des communiqués, que ces communiqués sont paternalistes et reflètent la vision de l'Occident. Les représentants du ZANU-PF et du gouvernement ont affirmé que les partis d'opposition ont reçu du financement international pour faire campagne durant le premier tour.

C. Rencontres à Harare le 9 mai

Rencontre avec M. Michael Mataure, directeur exécutif, Affaires publiques et Parliamentary Support Trust (PAPST)

Michael Mataure est un ex-député du ZANU-PF. Le PAPST est une organisation non gouvernementale dont l'objectif principal consiste à doter les députés nouvellement élus, réélus et désignés ainsi que les autres titulaires de charges publiques en Afrique de la capacité voulue.

L'organisme a un bureau de 8 personnes et compte 12 employés. Il engage des diplômés de premier cycle pour 6 mois afin de mettre en pratique la théorie de ces universitaires. C'est un organisme non partisan. Il a en outre décrit les avantages d'un député au Zimbabwe et les services qui lui sont offerts pour effectuer son travail. Selon lui, les services fournis au comité ont évolué au cours des dernières années et cela fonctionne très bien.

Rencontre avec l'honorable Jonathan Moyo, député indépendant

M. Jonathan Moyo est un député indépendant et un analyste politique. Il a été le porte-parole du comité chargé de l'élaboration de l'ébauche définitive de la Constitution avant

sa présentation pour le référendum de février 2000. M. Mugabe a nommé le chargé d'enseignement en sciences politiques à son Cabinet après les élections parlementaires de 2000, faisant de lui le porte-parole du gouvernement et le ministre de l'Information rattaché au bureau du président.

M. Moyo a été réélu à l'Assemblée législative aux élections parlementaires de mars 2008. Il a été le tout premier candidat indépendant à être réélu député au Zimbabwe.

M. Moyo a mentionné aux délégués canadiens qu'ils sont au Zimbabwe à un moment critique. Étant donné les liens avec le Canada, et le Commonwealth, il est important, selon lui, pour les parlementaires de faire valoir leur point de vue, car il y a de la violence partout dans le pays et cela est inacceptable. Le pays a connu la guerre et ne veut pas revivre cela. Selon le résultat du second tour, la situation sera différente. La violence pourrait diminuer ou augmenter. Il a affirmé que la crise au Zimbabwe est incomprise et il pense que des élections ne sont pas un outil de résolution de conflit.

Le Zimbabwe est un État à parti unique. Plusieurs institutions sont dominées par le parti et les élections ne se tiennent pas pour modifier la situation d'État à parti unique, mais pour la confirmer. Le défi actuellement est aussi constitutionnel. Il a mentionné que les conditions ne sont pas présentes pour la tenue d'un second tour et que le Zimbabwe a besoin d'un processus de transition. En terminant, M. Moyo a critiqué l'attitude du gouvernement du Canada. Le gouvernement canadien a déjà représenté la voix de la raison, mais ce n'est plus le cas.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

L'ambassadeur du Canada a offert un dîner de travail avec des représentants des ambassades du Royaume-Uni, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Suède et des États-Unis. Les délégués ont eu l'occasion de connaître la position de ses partenaires en ce qui concerne la situation au Zimbabwe.

Pendant cette visite, les délégués ont rencontrés des victimes de violence. Ces victimes affirmaient avoir été battues par des partisans du ZANU-PF parce qu'elles ont appuyé le MDC-Tsvangirai. Ces personnes avaient subi des fractures importantes ou des lacérations aux avant-bras en voulant se défendre des coups.

CONCLUSION

Globalement, la visite en Afrique du Sud a été un succès puisqu'elle a permis de consolider les liens d'amitié entre l'Association et le Parlement panafricain et de contribuer au renforcement des usages démocratiques et parlementaires.

La visite au Zimbabwe a permis à la délégation de mieux comprendre les défis auxquels est confronté ce pays, qui tente de s'accommoder des conflits du passé et de régler les conflits actuels pour une plus grande stabilité politique, économique et le respect des choix démocratiques de la population. En général, les discussions qu'ont eues les délégués au Zimbabwe ont été franches et instructives. Les Zimbabweens ont apprécié ces échanges de points de vue sur la situation délicate et ils ont dit apprécier la visite de la délégation. Pour sa part, la délégation est préoccupée par les conditions qui prévalent au Zimbabwe et de leur impact sur un possible second tour d'élections présidentielles.

REMERCIEMENTS

La délégation tient à remercier le Parlement panafricain de son accueil chaleureux. Elle tient à remercier aussi l'ambassadrice du Canada au Zimbabwe, Mme Roxanne Dubé, ainsi que ses collaborateurs, M. Glenn Sheppy et plus particulièrement M^{me} Julie Crowley pour sa collaboration et le dévouement dont elle a fait preuve, dans l'organisation de cette visite éclairante, de même que lors de notre séjour au Zimbabwe. Elle tient aussi à remercier le personnel du Haut-commissariat du Canada en Afrique du Sud, en particulier Mme Ruth Archibald, haute-commissaire, ainsi que M. Marc Labrom et Mme Lisa Armstrong.

Respectueusement soumis,

La coprésidente,
L'hon. Raynell Andreychuk,
sénatrice
Association parlementaire
Canada-Afrique

Le coprésident,
L'hon. Mauril Bélanger, C.P.
député
Association parlementaire
Canada-Afrique

Dépenses de voyage

ASSOCIATION	Association parlementaire Canada-Afrique
ACTIVITÉ	Neuvième session ordinaire du Parlement Panafricain et mission d'information au Zimbabwe
DESTINATION	Midrand, Afrique du Sud et Harare, Zimbabwe
DATES	5 au 9 mai 2008
DÉLÉGATION	
SÉNAT	Noms des sénateurs
CHAMBRE DES COMMUNES	L'hon. Mauril Bélanger, C.P., député, coprésident M. Luc Harvey, député
PERSONNEL	M. Rémi Bourgault, secrétaire d'association
TRANSPORT	35 343,10\$
HÉBERGEMENT	3 232,80\$
HOSPITALITÉ	397,00\$
INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	1 272,73\$
CADEAUX OFFICIELS	376,65\$
DIVERS / FRAIS D'INSCRIPTION	\$
TOTAL	40 622,28\$